

Carole Delga : « La concurrence, ce n'est pas le Graal »

Pourquoi avoir renouvelé la convention avec SNCF jusqu'en 2025 alors que l'ouverture à la concurrence est obligatoire en 2023 ? La concurrence arrivera avec un train de retard en Occitanie ?

L'ouverture à la concurrence est pour moi un faux débat : le vrai sujet c'est l'état des infrastructures. Aucun opérateur, privé ou public, ne pourra faire rouler plus et mieux de trains sur des lignes en mauvais état ! Je fais le constat, avec de nombreux Français, qu'il n'y a pas, à ce jour, de vision pour le rail dans notre pays, et je le regrette. En Occitanie, nous faisons du rail une priorité car il s'agit d'un transport d'avenir qui garantit moins de pollution et plus de développement des territoires. Je rappelle que la loi n'impose une ouverture à la concurrence qu'à échéance des actuelles conventions, dans le cas de l'Occitanie, ce sera en 2025, pas avant. Ma priorité est d'investir dans les infrastructures et poursuivre avec SNCF en respectant les engagements.

Vous êtes pourtant très critique avec la gestion par la SNCF des infrastructures et de la mobilité...

Je ne critique pas, je contrains SNCF à respecter ses engagements. Et ça marche puisque d'ici fin 2020 nous aurons augmenté l'offre de 37 000 places quotidiennes dans les trains, soit 40 % de service en plus depuis 2018. Et ce en réduisant le coût au kilomètre de 5,5 %. Pour mémoire, le nombre de voyageurs est passé de 13 à 22 millions en quinze ans. Et nous avons une convention qui a permis, suite aux pénalités infligées à SNCF, de rembourser un mois d'abonnement TER. Je le répète : l'ouverture à la concurrence, ce n'est pas le Graal, loin de là ! Il suffit de regarder ce qui se passe sur le fret avec une baisse d'un tiers des transports depuis sa libéralisation... Sans parler du train primeur Perpignan-Rungis pour lequel nous avons, à force de pugnacité, échappé à une catastrophe écologique et économique. D'ailleurs, seules trois régions sur treize se sont engagées, sur une infime partie des lignes. Ma priorité est de garantir une meilleure desserte de notre territoire, une plus grande ponctualité des trains et une amélioration du confort voyageurs.

La grève actuelle amène des usagers à réclamer cette concurrence. ça ne vous fait pas changer d'avis ?

Il ne faut pas tout mélanger. Le mouvement social sur les retraites n'est pas cantonné à la question ferroviaire. Ici, la solution n'est absolument pas l'ouverture à la concurrence des transports mais une suspension de la réforme par le gouvernement pour mener une vraie concertation avec les représentants syndicaux. La pénibilité, les petites retraites ; notamment celles des agriculteurs, et les carrières des femmes, doivent faire l'objet d'une vraie discussion. C'est ce que souhaite une majorité de Français.